

Campements de personnes en situation d'itinérance

Portrait de la situation au Québec

Contexte :

En hiver 2022, le MSSS a collaboré à l'*Enquête pancanadienne sur les campements de personnes en situation d'itinérance* d'Infrastructure Canada. Cette enquête visait à broser un portrait de la situation des campements, c'est-à-dire des « endroits où au moins deux personnes vivent en plein air pendant une période prolongée » ([Homeless Hub](#), 2021) au Canada. Pour ce faire, un questionnaire a été érigé pour permettre aux différentes régions de documenter ce phénomène. Ainsi, l'équipe de la Direction des services en dépendance et en itinérance (DSDI) du MSSS a fait parvenir à l'ensemble des établissements de santé et de services sociaux ayant une responsabilité à l'égard de l'itinérance un questionnaire comportant 37 questions portant en particulier sur la situation des campements en août 2022, les facteurs contributifs et les interventions. La participation des établissements à l'enquête demeurerait sur une base volontaire et les régions qui ont accepté de compléter le questionnaire ont identifié un.e répondant.e responsable de porter la plume. Les répondants.es ont été invités.es à consulter différentes ressources pour s'assurer d'avoir un portrait régional le plus complet possible. Les répondants.e en itinérance ont manifesté l'intérêt d'avoir un portrait national de la situation.

Participation du Québec à l'Enquête :

- Les répondants.es de 15 régions administratives du Québec¹ ont complété le questionnaire.
- La plupart des répondants.es ont consulté des représentants d'organismes communautaires, du RSSS, des services policiers et de certaines municipalités.
- Certains.es répondants.es ont également consulté des personnes en situation d'itinérance ou des personnes qui ont un vécu d'itinérance qui connaissent la réalité des campements.

Observations du phénomène :

Présence de campements en août 2022 :

- On observerait des campements dans 13 régions² sur 15.

Ampleur des campements en août 2022 :

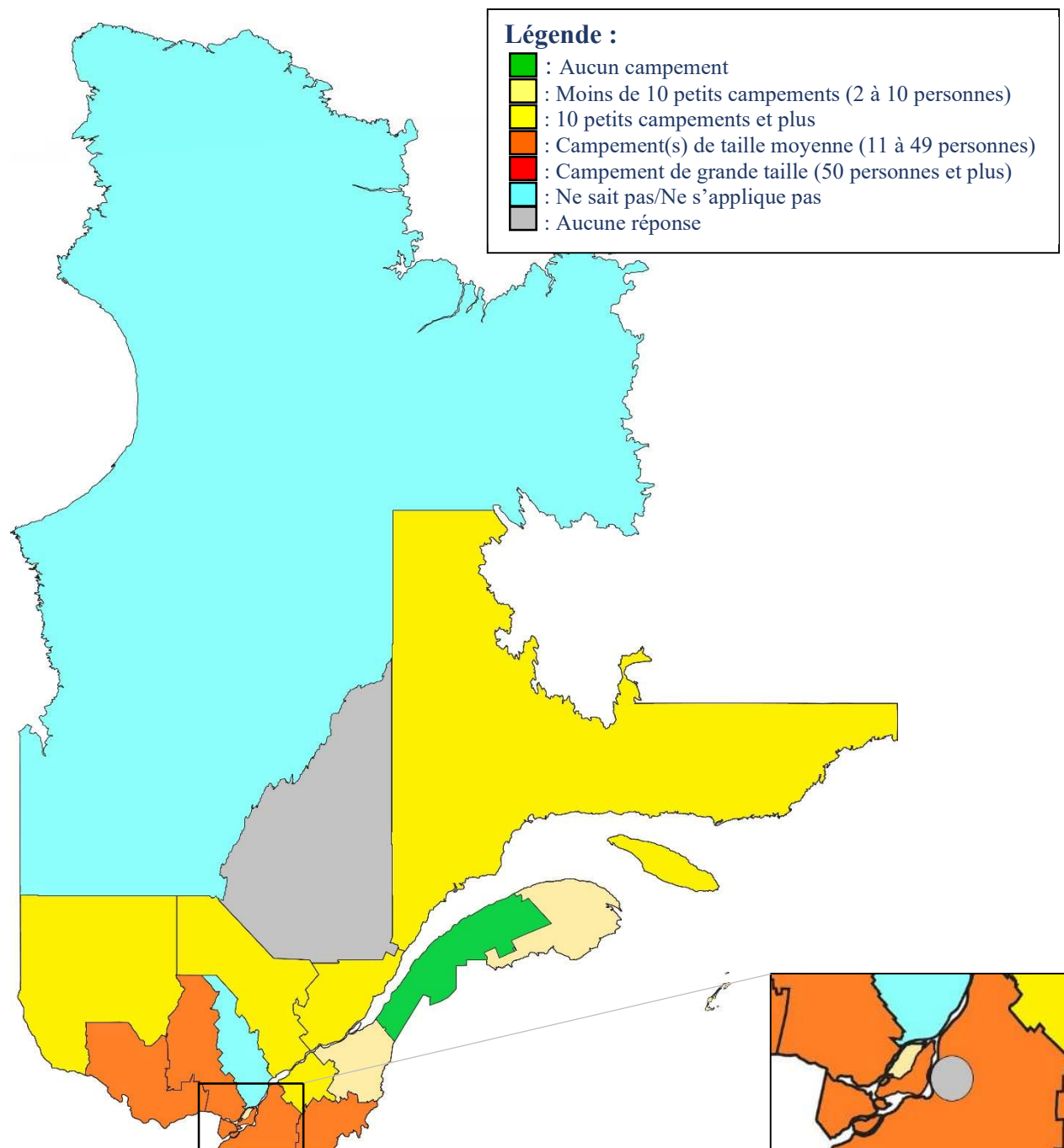
Taille	Nombre estimé	Régions particulièrement touchées ³
Grand (plus de 50 personnes)	0	Ne s'applique pas
Moyen (11 à 49 personnes)	10	Outaouais, Laurentides
Petit (2 à 10 personnes)	200	Mauricie–Centre-du-Québec, Montréal et Abitibi-Témiscamingue

¹ À noter : les réponses des répondants.es de la Montérégie n'incluent pas celles de l'agglomération de Longueuil.

² À noter : la définition de campements utilisée dans le cadre de cette enquête s'applique difficilement à la réalité observée dans le Nord-du-Québec. En effet, les personnes en situation d'itinérance s'établissent rarement dans un endroit pour une période prolongée, et ce, même si leur situation d'itinérance se prolonge dans le temps.

³ À noter : Le répondant de la région de Lanaudière a considéré qu'il n'a pas les données nécessaires lui permettant d'estimer le nombre de campements.

Illustration 1 : Estimation de la situation des campements de personnes en situation d'itinérance au Québec en août 2022, selon leur taille par région



Description :

- On retrouverait les campements principalement dans les parcs, les boisées, près des cours d'eau ou sous des viaducs.
- On en retrouverait un certain nombre à proximité des ressources d'hébergement d'urgence.
- Il importe de considérer le phénomène des campements comme étant fondamentalement **multisite**, mais on observerait certaines spécificités liées à la taille des campements.

Petits campements	Campements de taille moyenne
<ul style="list-style-type: none"> - Il apparaît difficile de déterminer si les petits campements sont une réalité urbaine ou rurale. - Les campements observés en milieu urbain — et par extension ceux les plus visibles — semblent soulever davantage d'enjeux liés à la cohabitation sociale. - Au centre de la problématique de cohabitation sociale se trouveraient, selon les répondants, les plaintes des citoyens.nes et des commerçants.es aux services policiers pour dénoncer la présence des campements. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il semble plus clair que les campements de taille moyenne sont une réalité urbaine. - En plus des enjeux liés à la cohabitation sociale nommés pour les petits campements, ils soulèvent des enjeux quant à la santé et la sécurité.

Évolution du phénomène :

Éléments	Observations
Saison	- Les répondants.es de 9 régions ont observé une diminution (5 considérables et 4 légères) de la quantité de campements à l'arrivée de la saison froide dans leur région.
Pandémie de Covid-19	<ul style="list-style-type: none"> - Les répondants.es de 10 régions ont noté une augmentation de la quantité de campements depuis le début de la pandémie de Covid-19, dont 8 ont qualifié l'augmentation de considérable. - Les répondantes de 3 régions limitrophes (Chaudière-Appalaches, Capitale-Nationale et Côte-Nord) n'ont pas établi de rapport entre la pandémie de Covid-19 et le nombre de campements sur leur territoire.
Niveau de priorité et de préoccupation à l'égard du phénomène	<ul style="list-style-type: none"> - Les répondants.es de 9 régions ont observé que le niveau de priorité de leurs établissements, ainsi que le niveau de préoccupation du grand public, ont augmenté avec la pandémie de Covid-19. - Les répondants.es de 6 régions ont déclaré suivre le phénomène sur une base régulière. - Le répondant d'une région a insisté sur le fait que, si on souhaite respecter l'esprit de la <i>Politique nationale de lutte à l'itinérance</i>, le niveau de préoccupation pour les campements devrait être invariablement haut, peu importe la saison ou le contexte.

Constats :

En colligeant l'ensemble des réponses au questionnaire, on peut dégager **sept constats** portant sur les causes, les interventions, les obstacles, les capacités et les solutions aux campements de personnes en situation d'itinérance.

Causes du phénomène :

Constat 1 : La présence des campements serait liée à l'offre de services des ressources d'hébergement d'urgence (RHU).

Parmi la liste des facteurs qui pourraient contribuer à la présence des campements qui apparaît dans le questionnaire, deux d'entre eux ont été identifiés par les répondants.es comme étant les plus contributifs :

1. Les critères d'admissibilité des RHU et l'application des règles à l'intérieur de ceux-ci, telles que l'obligation d'être sobre, de respecter un couvre-feu, l'interdiction d'animaux, etc. ;
2. Les enjeux de capacité des RHU existantes.

Parmi les autres facteurs, ceux-ci ont aussi été nommés comme étant contributifs :

- L'absence des services recherchés par les personnes en situation d'itinérance (notamment le type d'hébergement, la disponibilité pour les couples ou les familles, etc.) ;
- Les préoccupations des personnes en situation d'itinérance pour leur propre sécurité dans les RHU ;
- Le manque d'intimité, d'autonomie, de dignité ou de respect dans les RHU.

Dans les questionnaires, plusieurs répondants.es ont précisé leurs réponses :

- Les personnes en situation d'itinérance dans les campements sont souvent les plus désaffiliées. On y observerait des comportements agressifs. Plusieurs d'entre eux auraient été exclus des RHU existantes. Par ailleurs, certaines personnes doivent s'autoexclure afin de respecter des conditions légales.
- Les RHU ne seraient pas adaptés aux besoins des personnes en situation d'itinérance qui ont un profil particulier, tel que celles qui ont adopté un animal de compagnie et/ou qui ont un trouble d'amasement compulsif.

Constat 2 : La présence des campements dépasse aussi largement les enjeux organisationnels.

Les répondants.es ont tenu à préciser dans leur questionnaire que la présence des campements est aussi et surtout un indicateur de la situation d'autres problématiques plus larges, comme :

- La crise du logement,
- La complexification des problématiques sociales (consommation de substances, santé mentale, pauvreté, exclusion sociale, discrimination, etc.),

- La pénurie de main-d'œuvre,
- La grandeur du territoire à desservir.

Interventions :

Constat 3 : Le type d'interventions dans les campements différerait grandement d'une région à l'autre.

Selon les répondants.es, les interventions qui sont menées dans les campements seraient variables d'une région à l'autre. On a indiqué que la position des partenaires du milieu municipal est déterminante dans la réponse qui est offerte aux différents enjeux que soulèvent les campements. Certaines municipalités se sont dotées de règlements pour lutter contre les campements, d'autres les acceptent de manière tacite.

De manière générale, on peut toutefois dégager des réponses au questionnaire certains points communs :

- L'intervention la plus répandue dans la province est le démantèlement.
- Les interventions viennent le plus souvent répondre aux plaintes des autres citoyens.es et des commerçants.
- Les interventions dans les campements ne sont pas financées par le RSSS.
- Les équipes de proximité du RSSS et les organismes communautaires s'assurent d'aller à la rencontre des personnes en situation d'itinérance à l'intérieur des campements pour leur offrir des services.

Constat 4 : Peu de municipalités se seraient dotées d'un plan ou de protocoles pour intervenir dans les campements.

- Sept répondants.es ont affirmé que les interventions dans les campements se font au cas par cas dans leur région.
- Dans les réponses, deux répondants.es (Montréal et le Haut-Richelieu en Montérégie) ont affirmé qu'il existait un plan d'intervention dans leur région.
- Quelques répondants.es disent avoir développé avec leurs partenaires municipaux des accords non formels pour intervenir. Par exemple, il y aurait dans les Laurentides un comité de démantèlement qui a le mandat d'arrimer les interventions des municipalités aux services de proximité existants.

Obstacles :

Constat 5 : Le principal obstacle à l'intervention dans les campements n'a pas encore été identifié.

Tous les obstacles à l'intervention dans les campements suggérés dans le questionnaire ont été identifiés comme importants ; aucun n'a été ciblé comme prioritaire par les répondants.es. Les précisions ajoutées aux réponses permettent toutefois de mieux circonscrire les enjeux. Selon les répondants.es des régions :

- Le financement en itinérance a augmenté, mais ne suffit pas encore à offrir une réponse à la hauteur du défi qu'elle représente.
- La pénurie de main-d'œuvre constitue un obstacle pour accompagner en particulier les personnes hautement désaffiliées.

- Les établissements de santé et de services sociaux n'ont pas les données qui leur permettraient de bien comprendre les enjeux et les solutions à apporter.
- Les orientations en ce qui concerne le partage des rôles et des responsabilités entourant la gestion des campements demeurent ambiguës, ce qui se traduit par des défis de collaboration en particulier avec le milieu municipal.
- Sur le terrain, les rôles et les responsabilités du RSSS — sinon la question de l'itinérance — ne sont pas bien compris par tous les intervenants des différents secteurs ; on réduit souvent l'itinérance à une problématique de santé.

Certains.es répondants.es ont toutefois rappelé que, peu importe les obstacles qui seront identifiés, le plus important demeure les défis sociétaux au cœur de la problématique de l'itinérance, en particulier la pénurie de logements abordables, salubres et sécuritaires.

Capacités

Constat 6 : Les capacités des régions à intervenir dans les campements ont augmenté depuis le début de la pandémie de Covid-19.

- Les répondants.es de 8 régions ont constaté que les capacités à intervenir dans les campements a augmenté depuis le début de la pandémie de Covid-19.

Solutions

Constat 7 : Pour réduire le nombre de campements, il importe de développer une réflexion sur les bonnes pratiques en matière d'accompagnement des personnes en situation d'itinérance, en particulier en ce qui a trait aux services offerts par les RHU.

Parmi la liste des stratégies qui pourraient contribuer à réduire le nombre de campements qui apparaît dans le questionnaire, l'une d'entre elles a été identifiée par les répondants.es comme la plus importante :

- L'ajout ou l'augmentation de l'offre globale d'accompagnement des personnes en situation d'itinérance.

En outre, des stratégies ont été identifiées comme incontournables non pas pour réduire le nombre de campements, mais pour offrir des solutions davantage structurantes et durables à la problématique, soit :

- L'amélioration de la coordination entre les partenaires intersectoriels ;
- La tenue d'activités de sensibilisation et de médiation avec le voisinage ;
- Les services d'aide à la réinstallation, tels que le transport et l'entreposage des biens.

Enfin, on peut dégager des réponses au questionnaire sur les campements qu'une réflexion est à mener sur l'offre de services des RHU, puisque les réponses divergent quant au fait que ces dernières constituent une solution ou non. Autrement dit, les répondants.es ne s'entendent pas si la solution passe davantage par l'augmentation de la capacité des RHU existantes, des ressources offertes à l'intérieur d'elle ou sur le développement de nouveaux modèles d'accueil. Dans tous les cas, on peut constater qu'une réflexion est à faire sur les bonnes pratiques.